

AVC de Bouteflika : avec ou sans lui, combien d'années encore le pouvoir algérien restera-t-il verrouillé ?



L'état de santé du président Abdelaziz Bouteflika, actuellement hospitalisé en France, fait naître des doutes en Algérie sur sa capacité à briguer un quatrième mandat d'affilée. Le processus de succession est-il déjà en marche au sein des élites dirigeantes ?

Avec Ahmed
Rouadja

Atlantico : L'état de santé de M. Bouteflika, actuellement hospitalisé, suscite beaucoup d'inquiétudes en Algérie. Ceux qui le voyaient briguer un quatrième mandat semblent revoir leurs espoirs à la baisse. Compte tenu de sa fragilité, le mandat actuel n'était-il pas déjà de trop ?

Ahmed Rouadja : Tous les Algériens le disent, aussi bien dans les médias indépendants que dans l'espace public : c'en est trop de ce secret de polichinelle. L'inquiétude est bien entendu présente, car les Algériens sont très attachés à la stabilité de leur pays où la Décennie noire (guerre civile dans les années 1990, ndlr) les a déjà échaudés. **Les dirigeants actuels ont assez de ressource et d'expérience pour remplacer Abdelaziz Bouteflika par quelqu'un d'autre, dans l'hypothèse où il viendrait à mourir.** Ils ont beaucoup de gens dans leurs tiroirs !

Comment interpréter le communiqué laconique de l'Algérie Presse Service (APS) : "Les premières investigations ont été déjà entamées et Son Excellence le président de la République doit observer un repos pour poursuivre ses examens, son état de santé n'occasionne aucune inquiétude". Cette déclaration pourrait-elle cacher une situation plus grave ? Certaines forces politiques peuvent-elle profiter de ce vide relatif et avec quel projet ?

Je pense qu'ils essaient de rassurer la population, le temps de trouver un compromis interne à la succession. A savoir, une personne qui puisse faire naître le consensus entre les différentes factions à l'intérieur du sérail politique. **Il n'y a pas de force alternative à l'armée, qui décide toujours en dernier ressort.** En effet, l'armée est l'unique force politique organisée et relativement cohérente dans l'Algérie actuelle.

Sait-on si un possible successeur faisant l'objet d'un tel consensus entre les différentes forces politiques a déjà été choisi ?

A ma connaissance, **les discussions visant à obtenir un consensus n'existent pas en Algérie, car tout se passe dans les hautes sphères de l'Etat, pratiquement à huis clos. Les partis d'opposition n'ont aucune influence sur le cours des événements.** Il ne fait pas de doute que quelques hommes politiques seulement, et surtout l'armée, vont décider du sort du pays et de la gestion de la succession.

Le jeu démocratique pourrait-il permettre au peuple algérien d'élire un président qui ne serait pas issu de pré-négociations entre les élites dirigeantes ?

Cela est impossible, car **depuis l'indépendance le même scénario se répète : le président est toujours coopté par les force politiques les plus puissantes du moment. Il n'y a jamais eu de véritables élections démocratiques.** Un semblant de démocratie est maintenu avec des élections au suffrage universel, qui sont toujours le résultat d'un compromis interne au sérail. Finalement la population est totalement exclue.

Propos recueillis par Gilles Boutin